

## La KFOR au Kosovo – pour combien de temps encore ?

Après la guerre des Balkans, l'engagement des soldats suisses au sein de la KFOR était une mesure raisonnable pour garantir la paix. Aujourd'hui, le Conseil fédéral souhaite prolonger cet engagement de trois ans. A-t-il évalué la nécessité d'une telle prolongation ?

La KFOR est-elle encore nécessaire ou le Conseil fédéral cherche-t-il simplement à maintenir la structure en place, faute d'autre mission pour nos troupes de maintien de la paix ? Les contribuables attendent du Conseil fédéral qu'il examine de manière approfondie la nécessité de prolonger cette mission, dont le coût s'élève à 40 millions de francs par an, soit 120 millions sur trois ans.

Selon Internet, l'Allemagne ne compte plus que 8 représentants de la Bundeswehr au Kosovo, reste probablement seul l'état-major. L'Allemagne a toujours dirigé les troupes de la KFOR. La

RFA ne fournit plus de troupes, contrairement à la Suisse qui en compte environ 200. Pourquoi la Suisse fournit-elle encore des troupes et l'Allemagne plus ?

On pourrait fermer le coûteux centre de formation de Stans jusqu'à ce qu'un besoin en troupes de maintien de la paix se fasse à nouveau sentir. Dépenser 120 millions de francs uniquement pour maintenir la structure est un affront aux contribuables. J'espère que le Parlement réagira.

**Simon Kùchler,**  
ancien commandant de corps

### Rester à l'écoute quoiqu'il arrive !

Cité dans sur les pages d'actualité de notre site internet l'information concernant la suppression de l'émetteur FM - Radio d'urgence.

Ce système permettait donner l'alerte et de mise sous abri de la population en cas de menace nucléaire et évidem-

ment de bombardement. C'était une réponse aux menaces qui avaient cours pendant la guerre froide notamment. Une réponse qui s'associait à la dissuasion dont la pierre angulaire était la protection civile et tout le système des abris, des alarmes sonores. Les gens protégés avaient alors le lien par la radio FM avec l'autorité. La diffusion permanente d'informations assurait aussi, au sein de la population un soutien moral indiscutable. Un accompagnement nécessaire qui se révéla souvent utile lors d'exercices de grande dimension.

A ce système s'ajouta depuis quelques années la diffusion par internet informant les récipiendaires d'événements ou d'alarmes à travers la Suisse.

Fallait-il alors supprimer l'émetteur FM en expliquant que le maintien de ce réseau est coûteux. Alors qu'en Ukraine on sait que des populations vivent enfermées à longueur de mois dans des souterrains. Il est donc surprenant de lire que l'Office de la Protection de la Population estime que, même en cas de conflit armé, le refuge dans les abris ne dure que peu de temps !

Les expériences des Ukrainiens ne vaudraient donc pas en Suisse et pour la population à qui on dit que bientôt les Russes arrivent ?

Le groupe Giardino a dénoncé le démantèlement des moyens de défense et de protection de la population. Force est de constater que cette lutte incessante se doit d'être poursuivie ! Le réseau Radio d'urgence se doit d'être conservé tant qu'un autre moyen d'information continue et utilisable au fond des abris bétonnés n'a pas été développé, exercé et utilisé.

Il en va de la sécurité des habitants et aucun argument d'économie de bout de chandelle ne saurait admettre ce démantèlement.

GN

#### GIARDINO NEWS

Edition trimestrielle traduite de la version suisse allemande

Editeur responsable:  
François VILLARD, Groupe Giardino

Adresse: Case postale, 8718 Schänis (Suisse)

mail: news@gruppe-giardino.ch

www.gruppe-giardino.ch



## GIARDINO NEWS

Pour le rétablissement d'une armée de milice crédible

N° 21 - 1/2026

### Éditorial du président du Groupe Giardino

C'est parti pour 2026 ! Nous sommes impatients de découvrir ce que cette année nous réserve !

#### 1. L'armée, quelle suite ?

Au nom du comité directeur, je tiens tout d'abord à remercier tous les membres et toutes les personnes intéressées par le groupe Giardino pour leur précieux soutien, mais aussi à leur souhaiter une année 2026 pleine de santé, d'intérêt et de succès. Nous restons vigilants et sommes impatients de voir ce que l'avenir nous réserve.

À la fin de l'année 2025, nous avons appris de nombreuses nouvelles nominations au sein de l'armée. Le divisionnaire Benedikt Roos, issu des troupes blindées, sera nommé nouveau chef de l'armée le 1er janvier 2026 et promu commandant de corps à cette même date. Âgé de 60 ans, il succède au commandant de corps Thomas Süssli,

qui aura quitté ses fonctions de chef de l'armée le 31 décembre 2025. Le futur chef de l'armée, Benedikt Roos, originaire de Bâle BS, est entré dans le corps d'instruction en 1997 en tant qu'officier de carrière et a depuis occupé diverses fonctions au sein de l'armée, notamment celles de commandant de la brigade mécanisée 11, puis de chef de la planification de l'armée / chef adjoint de l'état-major de l'armée, ainsi que de commandant de l'école centrale et de commandant des forces terrestres. On peut supposer qu'il est très proche du Conseiller fédéral en charge du DDPS. Par ailleurs, le brigadier Gregor Metzler, issu de la troupe blindée et actuellement commandant de l'École d'état-major général, a été promu au 1er février 2026 au poste de nouveau chef du commandement de l'instruction de l'armée et commandant de corps, succédant ainsi au

commandant de corps Hans-Peter Walser. Il prendra ses fonctions le 1er février 2026. Il fera ainsi son entrée dans la direction de l'armée. Je me réjouis également de pouvoir féliciter l'officier de milice, commandant suppléant de la 3e division, le brigadier Eric Steinhäuser, grenadier, issu de l'infanterie, pour son élection au poste de chef de la planification de l'armée à compter du 1er janvier 2026.

Au nom du comité directeur du groupe Giardino, je souhaite beaucoup de succès et de chance aux personnes susmentionnées dans leurs nouvelles responsabilités et fonctions.

#### 2. Effectifs de l'armée

Le référendum du 30 novembre 2025 sur l'initiative « Service-Citoyen », probablement bien intentionnée, a été clairement rejeté par le peuple, avec **84,15% de « non » et 15,85 % de « oui »**, ce qui a clairement profité à l'armée dans la situation actuelle. L'initia-



La Suisse est engagée au KOSOVO depuis 1999 au titre de maintien de la paix sous direction de l'OTAN !. Le budget annuel se monte à 50 millions de CHF. L'effectif oscille entre 195 et 215 militaires. Ils sont uniquement armés pour l'autodéfense et assurent des missions logistiques, de liaison et d'observation.

(Photo F.V.)

#### Nous rappelons nos prochaines activités :

- Visite de la troupe chars et artillerie le jeudi 5 mars à Thoune.
- Notre assemblée générale du 18 avril à Berne.
- Visite de la troupe génie, Sauvetage et ABC le 30 avril à Wangen an der Aare.



C-130 canadien sur la base de Thulé située tout au Nord du Groenland, pays de l'OTAN qui fait l'objet d'une dispute lancée par le président Trump. Verra-t-on des militaires US sous commandement de l'OTAN affronter des militaires danois, français, allemands ou britanniques sous commandement de l'OTAN ? Une invraisemblable mistoufle dans laquelle nos Turbo OTAN/Turbo Union Européenne veulent absolument s'associer ? Qui pourra dire que cette organisation datant de la guerre froide puisse continuer à exister alors que manifestement les intérêts des uns divergent de plus en plus des autres. Pourrait-on imaginer que la petite pièce de 20 centimes finisse par tomber et que nos « grand stratèges » s'aperçoivent de leurs erreurs ?

Photo US Defense News

tive était en contradiction avec l'initiative «Pour une armée forte » et avec la loi sur l'armée. L'initiative était d'ailleurs contraire à l'interdiction du travail obligatoire et à notre système de milice – la valeur du travail bénévole aurait été perdue. Elle aurait également entraîné des coûts supplémentaires considérables, tels que 800 millions de francs de coûts de remplacement de salaire et 160 millions de francs d'assurance militaire ! L'expérience des trois tables rondes dans des gymnases, auxquelles j'ai pu participer en 2025, m'a montré que l'armée aurait été la grande perdante si l'initiative avait été acceptée. Beaucoup de jeunes ont montré qu'ils étaient peu motivés par l'armée. Néanmoins, le nouveau chef de l'armée a désormais plus que jamais pour mission et défi de résoudre rapidement les graves problèmes d'effectifs, sinon il manquera de soldats d'ici 2029 ! Le service civil doit à nouveau faire l'objet d'un examen approfondi ou être supprimé dans la situation d'urgence dans laquelle nous nous trouvons actuellement. Le sens de la volonté de défense doit à nouveau être expliqué dans les écoles dans le cadre de la défense spirituelle du pays.

### 3. La neutralité

La neutralité armée continue de nous préoccuper en cette nouvelle année et nous mènerons, en collaboration avec « Pro Suisse », une campagne de distribution de tracts devant le Palais fédéral en temps voulu. Une table ronde sur ce thème figure toujours à notre agenda.

Nous avons envoyé l'excellente déclaration « KFOR au Kosovo - pour combien de temps encore ? » de l'ancien commandant de corps Kùchler à de nombreux membres du Parlement ainsi qu'aux conseillers fédéraux. L'engagement des soldats suisses de la KFOR après la guerre des Balkans était une initiative raisonnable pour garantir la paix. En cas de prolongation de trois ans, la nécessité de cette mesure doit impérativement être clarifiée ! La KFOR est-elle encore nécessaire ou le Conseil fédéral a-t-il simplement l'intention de maintenir la structure parce qu'il ne voit pas d'autre mission pour nos troupes de maintien de la paix ? Les contribuables attendent du Conseil fédéral qu'il examine de manière approfondie la nécessité de poursuivre cette mission, car celle-ci coûte 40 millions

de francs par an, soit 120 millions en trois ans. On pourrait fermer le coûteux centre de formation de Stans jusqu'à ce qu'un besoin de troupes de maintien de la paix se fasse à nouveau sentir ! Nous espérons que le Parlement réagira.

### Je vous réserve ici un extrait de la déclaration du CdA sortant<sup>1</sup> à propos de la situation de l'armée suisse:

“Dans une déclaration du 27 novembre 2025, le chef de l'armée sortant a qualifié la situation de « légèrement plus grave !

### Après l'attaque de la Russie contre l'Ukraine, vous avez averti que l'armée suisse ne pourrait tenir qu'un mois au maximum en cas de guerre. Quelle est la situation aujourd'hui, trois ans et demi plus tard ?”

Süssli : “La question à l'époque était de savoir ce qu'il se passerait en cas d'attaque comparable à celle contre l'Ukraine. En cas d'attaque à grande échelle contre la Suisse, l'armée ne pourrait défendre le pays que pendant une courte période. **La situation est inchangée, voire légèrement aggravée.** En effet, nos systèmes vieillissent, leur entretien coûte de plus en plus cher, ils tombent plus souvent en panne et nous n'avons pas eu la possibilité depuis lors de nous procurer des munitions pour constituer des réserves en cas de guerre. “

### Où se situe la lacune la plus importante?

Süssli : “Dans la défense aérienne. La Suisse ne dispose actuellement d'aucune défense contre les menaces à distance. Nous ne pouvons aujourd'hui repousser ni les missiles de croisière, ni les missiles balistiques, ni les drones.

Non seulement les munitions se raréfient dans le monde entier depuis que la plupart des pays s'arment, mais l'industrie n'arrive pas non plus à suivre la production de chars, de missiles ou de drones.”

### La Suisse obtiendra-t-elle ce dont elle a besoin dans un délai raisonnable ?

Süssli : “C'est un énorme défi. En effet, les quelques entreprises qui produisent reçoivent de plus en plus de com-

mandes. Cela signifie que les délais de livraison sont de plus en plus longs et que si l'on ne passe pas commande à temps, la livraison peut prendre beaucoup de temps.”

### Le long processus politique en Suisse rend-il le défi encore plus difficile à relever ?

Süssli : “Ceux qui commandent tôt sont livrés tôt. Et oui, si l'on ne peut commander que plus tard, pour quelque raison que ce soit, cela prend encore plus de temps. Non seulement on reçoit la commande plus tard, mais les délais de livraison sont également plus longs.”

### Qu'en est-il du personnel : l'armée est-elle suffisamment alimentée ?

Süssli : “Nous avons certes suffisamment de personnes qui entrent à l'école de recrue, et ce sont de bonnes personnes. Mais la difficulté réside dans le fait que trop d'entre elles passent au service civil après l'ER. Actuellement, nous avons suffisamment de militaires. Mais à la fin de la décennie, la solution transitoire issue de la dernière réforme de l'armée, le développement de l'armée (WEA), arrivera à son terme. On constatera alors que l'armée manque d'environ 15 000 personnes, soit environ 10 %. Ce n'est pas une bonne chose, car si les spécialistes font défaut dans les cours de répétition, il sera plus difficile de faire des exercices et de s'entraîner.

### Vous avez complètement réorienté votre stratégie interne vers la défense, comme vous l'avez récemment déclaré dans une interview.

### Qu'est-ce que cela signifie pour les membres de l'armée ?

Süssli : “Avec la réforme de l'armée XXI acceptée par le peuple, nous avons orienté l'armée à partir de 2004 vers les missions les plus probables, à savoir le soutien aux autorités civiles. Beaucoup a été fait dans ce domaine. Les troupes ont été formées pour des missions de protection en cas de catastrophes et de situations d'urgence, et les troupes de combat ont également assumé de nombreuses missions de protection. Aujourd'hui, les écoles de recrues et les cours de répétition se concentrent à nouveau principalement sur la défense. La défense contre une attaque armée est désormais prioritaire, et non plus la protection des infrastructures critiques.”

malfaisant. Ce président qui admet ouvertement et il n'est pas le seul, que faire des affaires avec la Russie plutôt que la guerre serait la meilleure solution pour tous!

Mais revenons à Thomas Süssli ! Il joue mal les ignorants, il oublie l'histoire des populations concernées. Il est plutôt influencé par les mensonges les plus stupides de la propagande !

Au bilan il serait plus avisé de faire le point dans son pré-carré ! Voyez, par exemple, les 17 bataillons d'infanterie ne sont toujours pas équipés. La situation d'avant son entrée en fonction est inchangée. On ne cite ici qu'un des seuls exemples de ce que nous savons. Il y a tellement d'autres chantiers non ouverts, sans résolution!

Nous ne pouvons nous défaire du soupçon que nombre de ses déclarations étaient bien intentionnées sur le plan théorique. Elle sont restées lettre morte dans aucun effet réel sans solutions et encore moins de mises en œuvre !

Les nouveaux emplois impliquent parfois un changement de maître. Est-il permis de penser que le nouveau chef de l'armée, qu'une nouvelle «voix de son maître » s'impose sur la scène publique avec d'autres résultats? Peut-on souhaiter bonne chance !

### Alexander Steinacher



Est-il nécessaire que les gouvernants d'aujourd'hui redécouvrent ce que leurs aînés ont vécu et enduré en se lançant dans des opérations militaires dont l'histoire a donné des leçons ? On commence à redécouvrir ce que Thucydide explique dans son livre « La guerre du Péloponèse ». Il est donc clair que celui qui a démonté toute sa capacité de défense ne peut pas, du jour au lendemain, revenir jouer avec les plus forts en faisant de puérils moulins avec ses sabres en bois. Ici, une photo des troupes soviétiques roulant sur les cadavres allemands. Ceci pour se souvenir qu'après Napoléon, le dirigeant de l'Allemagne nazie a tenté de refaire le coup... Il en est mort, d'ailleurs. L'auriez-vous oublié?

## Une guerre absurde et de plus en plus compliquée en Ukraine

Les dénoueurs de nœuds produisent toujours plus de nœuds avec leurs solutions confuses !

Il semble également que nous soyons tombés dans un dogme dont le mot d'ordre est : la guerre, c'est la paix ! Mais la guerre, c'est le meurtre et la destruction. La paix, c'est la vie et la reconstruction !

Les Européens volontaires se disputent maintenant pour savoir si Trump fera un geste envers Poutine et obligera l'Ukraine (qui est-ce ? Zelensky ?) à « renoncer » aux territoires de l'Est, à majorité russophone afin de pouvoir enfin ramener la paix dans ce pays dévasté. Tout cela aurait pu être évité si J. Biden avait répondu aux demandes de négociation de W. Poutine en 2021. La demande de Poutine était la suivante : pas d'OTAN en Ukraine, désarmer les groupes terroristes d'extrême droite, y compris Stepan Banderas (qui vient d'être à nouveau festoyé le 1er janvier par une partie de la population ; anniversaire). Il fallait protéger la population des régions traditionnellement russes par l'État ou par une force de maintien de la paix ?

En réalité l'État ukrainien non seulement négligea, mais aussi encouragea l'action un comportement contraire. Il suffit de penser aux opérations ar-

mées, voire aux massacres, qui ont été organisés à plusieurs reprises dès 2013 à Marioupol, Odessa, etc.

Si Poutine avait cédé aux exigences des anciens adversaires de la Russie, je veux parler de Napoléon et de Hitler, déclarait la paix il aurait retiré toutes ses troupes, tous les combats à l'est de l'Ukraine auraient été totalement inutiles. Les régions du Donbass à Odessa continuaient en être en proie à une terreur encore plus grande. l'On aurait alors vu le « sauve qui peut » de ces populations vers la Russie, bien sûr. A ce propos je pose la question pour savoir à partir de combien de morts on peut définir le terme de génocide ?

Les médias de propagande répandent régulièrement l'idée que Poutine veut « conquérir » les pays baltes après l'Ukraine et soumettre tous les pays occidentaux, en particulier l'Allemagne et la France, et que c'est pour cela que l'OTAN est nécessaire. Les révisionnistes qui se disent européens semblent ignorer que Poutine, avec sa « guerre d'agression » l'a longtemps retardée pour défendre la population qui vit et travaille là-bas depuis le début du XVIIe siècle. Il a agi sous la contrainte avec de solides arguments géopolitiques.

Evidemment si la raison de la guerre disparaissait, et avec elle les énormes affaires des industries de l'armement et de leurs satellites! Beaucoup s'en trouveraient contrariés sachant aussi que ces situations indirectement gèrent les affaires intérieures des pays bellicites.

Le président Trump a-t-il toujours le pouvoir de mettre fin à tout cela? L'enlacement des intérêts des uns et des autres rend l'issue pacifique beaucoup plus compliquée et difficile. La raison, du plus fort finira bien par s'imposer dans cet infâme jeu de dupes.

Dans le prochain Giardino-News II/26, nous tenterons d'évoquer de possibles issues à ce conflit.

L'espoir que la folie guerrière en Ukraine prenne fin d'ici là et que les gens aient la possibilité de retrouver des perspectives pacifiques est, il est vrai, mince.

Il faudrait presque un miracle !

militaires, brigadiers, divisionnaires et commandants de corps apprendre le métier dans les écoles américaines. Serait-ce une fabuleuse occasion pour les services secrets de les coincer et d'en manipuler quelques-uns?

Une vision bien naïve et gamine de la géostratégie et des leçons de l'histoire!

Les effectifs ont été diminués à portion congrue laissant la population s'imaginer que l'OTAN comblera les vides (voir les conversations que le président Rickenbacher avait eu l'an passé dans un collège cantonal – GN n° 20). Tout au plus, en haut lieu fédéral, on s'agite en cachette. Il ne faut surtout pas que le peuple sache ce qui se prépare. On prépare et signe d'incroyables alliances, de coopérations, en violation des textes de la Constitution fédérale, de la neutralité, de notre histoire aussi. Ce sont probablement les mêmes qui rient quand ils prêtent serment lors de leur élection !

Alors, vous comprenez qu'aux cris d'orfraie que l'on entend à la suite de la tragédie valaisanne, on est aussi en droit de s'indigner lorsque l'on parle de la protection de la population et que les choses sont ainsi prises à la légère. Au moment de la tragédie à venir, il sera trop tard pour venir pleurer et dire « on ne savait pas », « on ne s'est pas rendu compte », « pardon, pardon » !

A n'en pas douter, le couperet de la justice tombera sur les possibles coupables des manquements de l'affaire valaisanne. Pour ce qui concerne notre défense nationale, notre armée, les vrais coupables, ceux qui ont dégradé notre moyen militaire, pourront se défiler. Certains se seront déjà retirés de la vie publique. Tout sera noyé dans la masse, système politique oblige. Ils ne risqueront aucune sanction. C'est totalement inadmissible.

Il est temps de se réveiller et de cesser l'amateurisme, les cachoteries en haut lieu qui tentent d'éviter le tant redouté avis populaire. Il serait temps de sonner l'heure de vérité, les victimes de Crans Montana n'auront ainsi pas servi à rien !

**F.V.**

## Chef de l'armée (à la retraite) « La Suisse s'est à nouveau endormie. »

Thomas Süssli démissionne et met en garde contre une extension de la guerre en Ukraine menée par la Russie!

Il rejoint désormais le camp des alarmistes, des spéculateurs de guerre et des propagandistes ! Sur l'édition du 3 décembre 2025 du Tages Anzeiger, le chef de l'armée sortant ne déclara-t-il pas qu' « il y a des signes plus que clairs que la Russie se prépare à étendre la guerre à l'Occident » ?

D'autres chefs au sein de l'armée et le conseiller fédéral en charge de la Défense (ils sont tous dans le même bateau) ont averti « que la Russie pourrait être prête dès 2028 ou 2029 ». D'ailleurs le chef de l'Armée ajoute : « et beaucoup ont l'impression que la guerre est loin. Mais si l'Ukraine tombe, il ne restera plus que deux pays entre la Suisse et la Russie. »

Réfléchissons donc: deux fois au cours des 220 dernières années, la Russie a été envahie de manière brutale, impitoyable et meurtrière par les plus grandes armées qui n'aient jamais existé. La Grande Armée de France (avec tous ses partisans forcés et volontaires), puis la Wehrmacht allemande depuis le sud, les côtes de la mer Noire et la Crète jusqu'à la Finlande. À chaque fois, la Russie n'était pas préparée et s'est fiée aux pactes de non-agression conclus avec « l'Occident » ! Inévitablement ce pays en a tiré les leçons.

Il réagit face aux provocations constantes de l'OTAN, aux menaces liées à l'abandon de la neutralité de la Suède et de la Finlande avec la « promesse de l'OTAN » de diriger désormais des missiles contre la Russie depuis le nord de la Finlande. Elles obligent naturellement les dirigeants russes à se préparer à cette troisième guerre pour assurer la sécurité de leur propre pays.

Il faut comprendre en étant à leur place, qu'une fois de plus, le danger que représentent les armes stratégiques, si proches, entre Moscou, Saint-Pétersbourg et Mourmansk, est réel et ne permet aucun délai de protection ou de

réaction . C'est l'une des situations existentielles des plus sensibles. Une éventuelle « erreur de manipulation » de l'IA de l'OTAN et la Russie n'auraient pas d'autre choix que de riposter pour se défendre.

Un exemple anodin permet d'illustrer ce à quoi cela pourrait ressembler : Dans le quotidien Tages Anzeiger du 27.9.25 Katharina Zweig experte en IA, professeure d'informatique allemande et auteure de plusieurs best-sellers, citait dans une interview l'extrait d'un livre de Janelle Shane : « Comment elle a utilisé les machines (IA) pour obtenir des conseils de recettes. Vous mélangez les œufs, la farine, le beurre et le sucre pour faire un gâteau. Ensuite, vous versez la préparation dans votre moule, vous le mettez au four et vous sortez le merveilleux rôti après 45 minutes. » La machine avait-elle transformé un gâteau en rôti au milieu de la réponse? Exactement ! » L'exemple est clairement humoristique, mais il touche au cœur du sujet : pouvons-nous transposer cette interprétation erronée à un grand système militaire d'Intelligence Artificielle ?

Imagions alors maintenant l'épisode suivant: les propagandistes pourront alors recommencer à parler de guerre d'agression. Les revanchistes naïfs, les «Macroléon» et «Merzler», avec tout leur environnement d'ignorants en histoire, pour ne pas les désigner plus clairement, pourront alors contraindre les Russes de se retourner vers l'Ouest, Berlin - Paris - Luxembourg.

À Bruxelles, la super commissaire en chef veut maintenant piquer l'argent russe des banques afin d'attiser encore davantage la guerre en Ukraine ! Tous ces investissements conduisent à une nouvelle escalade et à de nouveaux dommages dans ce pays autrefois florissant. De nouveaux morts et une haine croissante entre les peuples, là où régnaient autrefois la coopération et l'amitié. Inévitablement, profitant de la situation, des investisseurs se sont jetés sur la proie qu'est l'Ukraine. Seraient-ils déjà engagés sur la voie d'un nouveau conflit qui pourrait avoir un impact mondial ! Et le président américain Trump est pratiquement considéré comme un

Je vous laisse en juger, mais à mon avis, le Conseil fédéral et le Parlement seront confrontés à un énorme défi au cours des dix prochaines années environ : remettre cette armée en état d'engagement !

### À titre personnel :

Pour conclure, je voudrais attirer votre attention sur notre site web, en particulier sur l'intéressant programme annuel 2026. Le premier événement passionnant, avec la visite de la troupe de la formation d'application chars/artillerie, aura lieu dès le jeudi 5 mars 2026 à Thoune.

Les invitations et les inscriptions pour les activités de l'année 2026 sont disponibles sur le site web, mais aussi sous forme papier dans le G News ! Pour vous inscrire aux actualités du programme annuel, veuillez utiliser les formulaires d'inscription ci-joints ou le site admin@gruppe-giardino.ch. N'hésitez pas à emmener d'autres personnes intéressées. Pour des raisons d'organisation, il est important que vous respectiez les dates d'inscription. Merci beaucoup pour votre soutien et votre travail.

### Président du groupe Giardino, Hans Rickenbacher, ancien BO, colonel

1. (Presse écrite, influence.ch, Eva Novak) <https://influence.ch/2025/11/27/die-lage-ist-noch-etwas-schlimmer-geworden/>

### Solidarité, « Côte à côte ou face à Face ? »



Ainsi, donc, le conseil des ministres des affaires étrangères de l'Union Européenne, sur proposition de Mme Kaja Kallas, inscrivit sur une liste des

sanctions du 15.12.25 notre compatriote, le colonel EMG Jacques Baud. Il est accusé d'être un relais de la propagande russe, ainsi que de prétendues « théories du complot ». Il est considéré par l'UE comme une prétendue menace pour la stabilité ou la sécurité de l'Ukraine par le recours à la manipulation de l'information et à l'ingérence (rien que ça !). Il est à noter qu'aucune des accusations portées à son encontre n'enfreint une quelconque loi. Quoi que l'on puisse penser de ce conflit et du camp auquel on préfère se référer, notre compatriote a usé de son droit à la liberté d'expression, qui devrait avoir cours dans tout pays qui se réclame des droits de l'homme, des principes et valeurs démocratiques.

Jacques Baud, grenadier de char, ancien commandant de compagnie, avait déjà, à l'époque, rédigé de nombreux ouvrages sur les armes de la guérilla, d'ailleurs fort appréciés par l'armée américaine. Après avoir commandé un bataillon de chars, le Colonel EMG Baud travailla comme analyste au sein du service de renseignement de l'armée suisse. Sa spécialité portait notamment sur le Pacte de Varsovie. Plus tard, engagé par le DFAE, il œuvra pour l'ONU en Somalie en tant que chargé de la sécurité et aussi comme négociateur. Enfin, et toujours comme employé par le DFAE, il travailla au sein de l'OTAN (Partenariat pour la Paix). Engagé en Ukraine dans le but de contrôler le trafic des armes légères, il publia aussi une bonne quinzaine d'ouvrages sur le terrorisme, ses mouvements, la guerre asymétrique. Avec une telle expérience, il n'en fallait pas plus pour continuer à s'intéresser à l'évolution géopolitique actuelle. Souvent confronté à des erreurs, des fausses nouvelles, des manipulations, il dénonça les explications ad hoc de gouvernements et d'autorités engagées dans la défense de leurs intérêts. En complément de ses ouvrages, il explique aujourd'hui, sur des canaux ouverts à tous (voir youtube.com), ses analyses, ses commentaires, mais toujours et soigneusement en évitant d'être le porte-parole d'un protagoniste. Il a toujours refusé d'apparaître sur les médias officiels russes, fort de son expérience de négociateur dans le cadre de ses missions à l'ONU et également au profit de l'OTAN citées plus

haut. Il est évident que, dans le climat très polarisé qui entoure le conflit ukrainien, sa libre parole publique, relayée sur des réseaux sociaux, est abusivement interprétée comme favorable à la Russie.

Jacques Baud réfute tout parti pris à ce conflit. Il s'efforce, de l'avis général des internautes, de s'en tenir à une analyse factuelle et objective de la situation, en contradiction avec le narratif officiel et guerrier des gens qui ont décidé de le faire taire.

Un fait est pourtant certain : la sanction dont il fait l'objet constitue une violation de l'État de droit et un déni des droits fondamentaux des citoyens que l'on attribue généralement à la Russie. De telles sanctions nuisent à la crédibilité de nos institutions et de celles de l'Union Européenne, qui connaît, dans cette affaire, une inquiétante dérive contraire à ses valeurs fondatrices. N'est-il pas scandaleux et ignoble de sanctionner un individu en le privant de sa liberté de mouvement et de son droit à disposer des moyens nécessaires pour vivre, tout simplement ? Après plus d'un mois de sanction, Jacques Baud continue à être privé de toute ressource.

Ici, en Suisse, les plus acharnés contradicteurs de cet officier EMG sont condamnés à admettre que le procédé relève d'une action dictatoriale. Évidemment, cette mise à l'index viole complètement le principe même de la liberté d'expression.

Dans sa dernière édition, le journal « La Nation », dont j'avais, par le passé déjà, dénoncé les dérives pro écolo, publia son commentaire sur « l'affaire Baud ». L'article relève évidemment cette malencontreuse mise à l'index. Par contre, passant rapidement sur la décision de faire taire l'audacieux, l'auteur relève avec un style critique toute une série de ses affirmations. Il évoque une conférence que J. Baud avait tenue à la Société vaudoise des officiers. Il explique le « ton lourdement polémique » des ouvrages qu'il a publiés. Son argumentation mélange sans scrupule la succession des faits (notamment l'évocation de soldats nord-coréens sur le front) cités par le conférencier, décrit les manœuvres des Russes face à l'armée ukrainienne. Au fur et à mesure de la lecture, on comprend que l'ancien collaborateur est vraiment une personne imprudente

dont il faut se distancer. À en déduire que la sanction de l'Union Européenne est méritée, il n'en faut pas plus. L'article, coupé en deux, sera suivi d'une deuxième partie. Le lâchage de cet outrecuidant officier à la retraite figurera en conclusion ? On peut le redouter.

Déjà observé dès les premiers coups de canon du 23 février 2022 en Ukraine, au sein des militaires de notre armée, les avis en faveur ou en défaveur des belligérants s'opposent parfois de façon verbalement fort violente. Le sujet de l'armée suisse passe sous le tapis, l'heure est à l'intégration dans l'OTAN, à la « neutralité active ». Il n'y a pas de discussion.

La « lettre de cachet » qui a désigné Jacques Baud révèle, de façon malheureuse et à certains égards catastrophiques, la désunion du corps des officiers.

Une grave responsabilité qu'endossent le chef de l'armée, l'ancienne cheffe du département de la défense et de son actuel remplaçant et aussi les parlementaires, dont on constate les errements coupables.

En plus, de toute cette affaire se double du scandaleux comportement du Conseil fédéral et du Conseiller fédéral Beat Jans, lequel ne montra aucune gêne, jusqu'à en sourire publiquement. Après plus de 15 jours de silence, l'intéressé, qui avait immédiatement pris contact avec la représentation diplomatique auprès de l'UE reçut, pour finir, un appel téléphonique avec le département des affaires étrangères, pour avoir « juste un contact ».

Il est à souhaiter que notre compatriote retrouve sa liberté de parole, de mouvement et son droit fondamental à vivre normalement. À défaut, il faudra comprendre que nous sommes véritablement entrés dans un système que l'on désigne démocratie pour amuser la galerie, mais qui, en fait, a toutes les formes d'une dictature. Les prochaines consultations populaires touchant notre relation avec l'UE scelleront un tournant existentiel décisif pour La Suisse, la démocratie directe devenant le hochet d'une population naïve et soumise.

Puisse l'avenir proche nous le démentir.

**François Villard**

## Les incessantes manipulations dans le dos des citoyens !

Récemment le journaliste soleurois Christoph Pfluger expliquait l'actualité militaire suisse. Dans une longue conversation avec Pascal Lottaz<sup>1</sup>, il annonçait que:

« le Conseil fédéral avait signé une Stratégie de la politique de sécurité de la Suisse. Les chambres fédérales n'en débatteront qu'à la fin de cette année. Le CF a décidé de procéder à une mise en oeuvre immédiate, c'est à dire que le document est déjà appliqué. Il s'agit de l'intégration de la Suisse et de ses forces de sécurité, l'armée, l'information dans une stratégie plus large fondée sur une idée que la Russie attaquera l'Europe. La Suisse se tiendra du côté des Etats européens. Elle participera aux exercices dits de l'article 5, c'est à dire l'obligation d'assistance, participant en tant que partenaire. C'est écrit dans le document. Cela comprend aussi d'autres mesures comme celle du contrôle de la sphère opérationnelle. Nous devons nous attendre à des activités de censure!!!

En substance, c'est en réalité un plan visant à intégrer la Suisse dans la stratégie de sécurité des Etats de l'Union et de l'OTAN qui se recoupe d'ailleurs tout en continuant à affirmer officiellement « nous restons neutres ».[...] Ce qu'il y a de perfide dans ce document c'est qu'il définit, en quelque sorte, les étapes que la Suisse peut désormais entreprendre sans qu'il n'y ait de débat sur la neutralité. Une neutralité bien comprise empêcherait la Suisse de participer à l'armement de l'OTAN, de prendre part aux exercices et de s'intégrer dans la structure militaire. Cela a conduit, dans le contexte de la guerre en Ukraine, à ce que la Suisse prenne en réalité parti.

C'est dans ce contexte qu'a été lancée l'initiative sur la neutralité. C'était la réponse à cela. Et pour que cette flexibilisation de cette neutralité puisse se poursuivre un contre-proposition a été faite [...] De plus on peut à nouveau organiser une consultation, tout cela est possible, mais ça prend du temps et pendant ce

temps-là, la stratégie de sécurité veut ouvrir la voie à une intégration plus poussée dans les alliances militaires. Ce n'est pas un hasard si ce débat, sur ce rapport qui est extrêmement important, n'a lieu que lorsque l'initiative (sur la neutralité) aura probablement soumise au vote en novembre soit un mois plus tard, lors de la session d'hiver. Cette « stratégie » sera donc inscrite à l'ordre du jour. On veut donc créer des faits accomplis. C'est à mes yeux une intention évidente. On ne veut pas qu'on en parle !

**Voyons la manière dont le Conseil fédéral a réussi, à faire en sorte que ce rapport d'une importance capitale passe sous le radar du public.**

C'est un inqualifiable tour de passe-passe. À part de très rares exceptions, les médias n'ont absolument rien compris à tout cela. La NZZ en a fait un article détaillé, un petit journal local également[...] mais sinon les médias n'ont pas saisi l'enjeu. Il a convoqué une conférence de presse le vendredi après-midi à 2h 30. Tout journaliste le sait, lorsqu'une conférence de presse est annoncée un vendredi après-midi, c'est qu'il s'agit d'un sujet dont on ne veut pas qu'il fasse de bruit médiatique. C'est exactement ce qui s'est passé !

Les deux thèmes de la conférence de presse étaient, d'une part la réduction du volume de commande des avions de combat le F-35, un sujet relativement simple à communiquer, relativement facile à expliquer pour un journaliste. Ça on peut le faire facilement. Les journaux ont alors été remplis de cette réduction de la commande des avions de combat F-35.

Mais le sujet, bien plus important à savoir le sujet de cette stratégie de sécurité rédigé en 60 pages. Les journalistes auraient dû le lire, l'analyser et remettre leur rapport après la conférence de presse à 4 heures. Ça n'a pas été fait.

Comme je l'ai dit, la Suisse ne sait pas que la voie vers l'intégration dans les structures militaires de l'OTAN et de l'U.E. est en réalité déjà ouverte. Le document est déjà en vigueur. Le conseil fédéral a décidé d'une mise en oeuvre sans délai, une formulation étrange. [...] C'est la voie sur laquelle se trouve la Suisse. » L'information est alarmante ! Pacal Lot-

taz ajoutait aussi : « Ce qui est grave c'est que tout cela fonctionne sans grand débat public ! » [...] Déjà dans le rapport de l'an dernier sur la sécurité de la Suisse, il était écrit qu'en cas d'attaque, la neutralité Suisse devenait caduque. Il lui serait alors permis de riposter aux côtés de l'OTAN!

Le problème, c'est que le terme de « attaque » n'est pas défini. Serait-ce une attaque Cyber qui serait déjà considérée comme une agression ? En réalité, le gouvernement suisse travaille sous le couvert de la neutralité tout en préparant tout ce qui pourrait la contourner. Un travail des spin doctors qui habilement tournent le sens des mots et préparent lentement les esprits à admettre les violations des textes de la Constitution.

Notre alarme aura-t-elle un écho ? Ne rien dire, ne pas mentionner ces honteuses manipulations serait une faute. Elle ajoute une page de plus à l'histoire militaire de la Suisse qui en est train de s'engager sur une voie désastreuse, entamée dans les années 1990, largement soutenue par des partis politiques dont on aimait souligner leur appartenance bourgeoise.

Des partis, à l'exception d'un seul – l'UDC - qui ont participé au démantèlement de notre système de défense pan après pan, donnant, vendant, bricolant. Ils ont aussi cassé l'égalité des devoirs des citoyens en permettant de garnir un service civil inutile. De toute évidence orientés vers l'abolition de notre armée de milice. Ces politiciens qui, aujourd'hui, ont encore l'outrecuidance de nous enfoncer dans une alliance passéiste et guerrière.

Aux derniers sursauts de cet OTAN, alors que l'on voit manifestement qu'il y a des désaccords profonds, il faudra savoir si ces partis choisirons de se mettre avec l'OTAN américain ou celui de la France, l'Allemagne et l'Angleterre.

Insalubres résultats d'une politique d'errance de compromissions et d'intérêts dont on aimerait bien voir le bout au détour des prochaines votations.

**GN**

<sup>1</sup>.Pour voir l'entier de la conversation: [https://www.youtube.com/watch?v=F6AchU8pl\\_8](https://www.youtube.com/watch?v=F6AchU8pl_8)

## Les victimes de la tragédie de Crans-Montana auront-elles servi le pays ?

Le 1er janvier 2026, un incendie tua 40 personnes et en blessa très gravement plus d'une centaine. Il fut provoqué par l'utilisation de bougies d'artifices dans un local dont le plafond était recouvert de mousse d'insonorisation non ignifugée. Un incendie au terrible bilan qui en début d'année déclencha compassion, condoléances, indignations. Peu après, face aux aveux, la colère aussi. L'enquête suivra son cours et ses conclusions désigneront les causes, les responsabilités. C'était un incendie dans une commune valaisanne qui, selon les premiers constats, n'avait pas effectué son travail de contrôle et de prévention !

On peut regretter que cet exemple tragique montre toute la chaîne de manquements dans le domaine de la sécurité incendie. Quand on parle de sécurité de la population, il semble inévitable que l'on élargisse la réflexion. Qu'en est-il de la sécurité du citoyen ordinaire, non seulement sur le plan de la sécurité incendie, mais surtout sur le plan de la sécurité tout court. Pendant trop de temps on a traité par-dessous la jambe ces affaires de la protection de la population et de la défense.

Pour être plus précis, d'évoquer les manquements, les errements, les incohérences qui touchent aux forces de vives notre défense. Pendant longtemps on a considéré que le thème « armée », au sein du Parlement, était un sujet tabou. Tout au plus on a démonté, cassé, vendu, donné, bricolé, fait des affaires, signé avec l'étranger, sans que cela n'émeuve les chefs de département, des commissions, des partis politiques eux-mêmes, à l'exception de l'UDC dont le soussigné n'est pas membre d'ailleurs!

La liste des problèmes qui affectent cette protection est longue et est souvent dénoncée dans nos colonnes. A titre d'exemple, voyez la protection aérienne du pays. Pendant plus de trente ans, on s'est accommodé de ne plus rien mettre en ligne (Bloodhound, Rapièr, 20mm, Superfledermaus). Admettant candidement le vieillissement de

l'arme aérienne dont on a retiré le F-5, avion servi par la milice, voici que maintenant on a admis, sans broncher, la réduction du nombre de F-35 à acheter. Une scandaleuse mistoufle de l'ancienne cheffe du département de la défense qui s'est ainsi moquée du monde!

On a renoncé à équiper complètement nos deux petites brigades blindées et demie, pire on a vendu des chars Léopard 2 qui auraient pu compléter les effectifs toujours incomplets. On les a renommées brigades mécanisées laissant supposer que le blindé sera devenu obsolète et remplacé par des engins à roues. On a supprimé l'usage des mines antichar alors qu'on parle toujours de barrer les axes stratégiques à travers les Alpes. On lance encore et toujours nos soldats dans des manoeuvres, sans avoir l'idée de développer rapidement une protection contre les essaims de drones qui font tant de dégâts sur le champ de bataille. Voyez à cet égard l'exercice qu'une formation mécanisée avait mené en Autriche l'an dernier.

La liste, vous le savez, est loin d'être exhaustive. Malgré les exemples en Ukraine que plusieurs agitent pour montrer l'horrible russe, on continue à bricoler. On vote les armements, mais pas leur munition, on déplore des effectifs insuffisants, mais on garde toujours l'option « service civil » lors du recrutement des conscrits.

Quelle impéritie !

A l'Etat-Major de l'armée, on s'active à traduire tout notre langage militaire en doctrine américaine. Il faut voir l'enthousiasme et la fierté de certains atterrés à cette tâche.

On ne veut toujours pas voir que l'histoire des alliances peut évoluer avec des « amis » qui au détour d'intérêts divergents deviennent des adversaires, voire des ennemis.

On affirme que la neutralité tomberait en cas d'attaque, et que de ce fait nous serions aidés pas l'OTAN.

Alors bien évidemment, ces grands experts, expliquent qu'au lieu de perdre du temps en agitant le drapeau de la neutralité, ils s'y mettent tout de suite. Il font comme si on était déjà en guerre, évidemment la guerre contre la Russie...

On continue à envoyer tous nos chefs